

Réseau foncier rural

Pour un contrôle citoyen de l'action publique sur le foncier/CSLP*



**Eloi Nombé,
Confédération
paysanne du Faso**

“ **7**ut le monde parle d'in-sécurité foncière. Mais sur quoi se base-t-on? Il n'existe aucun baromètre pour savoir si des conflits latents vont dégénérer, avec les risques qu'on imagine. Alors que l'existence d'indicateurs permet de tirer sur la sonnette d'alarme”.



**Mme Dao Sibiri
Bacouo Haoua,
association
Munyu, Comoé**

“ **L**e Réseau ambitionne être miroir sur la situation de la sécurisation foncière sur le terrain, particulièrement pour les femmes. L'Etat a intérêt à l'écouter et à le comprendre : cela lui permettra de mieux connaître les besoins de sécurisation foncière, les difficultés rencontrées ainsi que les solutions à y apporter. Le réseau accorde une place importante à la situation spécifique des femmes : cela renforce notre prise de conscience et alimente le partage sur notre situation.”.



Né de l'exigence d'interpellation du gouvernement par la société civile, dans le cadre du suivi du CSLP, le réseau foncier rural tente d'apporter une contribution critique et constructive à l'Etat dans le domaine du foncier. Trois principes guident son action : l'équité dans l'accès à la terre, la sécurisation des droits des agriculteurs, éleveurs..., la gestion préventive et la résolution des conflits.

Pour parvenir à ses fins, le réseau, qui bénéficie du soutien de la Coopération suisse, s'appuie, entre autres outils, sur une base de données, dont la pertinence des indicateurs et la fiabilité des résultats lui permettent de documenter avec rigueur ses prises de position tout en leur donnant la légitimité requise.

* Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

CONTACT

Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF)
11 BP 146 Ouagadougou 11
Tél. 50 34 14 57
Mail: graf@liptinfor.bf
<http://graf.zcp.bf>

► L'ignorance qui paralyse

« **C**hasse aux bergers Peul à Po : un mort », « Province des Balé : deux morts et deux blessés à Koéna », « Drame de Baléré-Bankoa : 9 éleveurs froidement abattus »... Régulièrement, la presse burkinabé rapporte les conflits entre agriculteurs et éleveurs, occultant par là des **problèmes d'une diversité et d'une ampleur insoupçonnées**. Femmes dépossédées de

leurs parcelles sitôt mises en valeur, mainmise par des notables sur les bas-fonds aménagés par l'Etat, conflits entre jeunes et vieux, affrontement entre allochtones et autochtones, « obstruction foncière » à l'endroit des migrants, prééminence des coutumes ... Au Burkina, pays, dont le secteur agricole assure 80% du PIB, l'insécurité foncière menace la paix sociale, hypothèque la production et la productivité agricoles et compromet les efforts de l'Etat en matière de lutte contre la pauvreté et pour le développement.

Les **solutions** expérimentées jusque-là : adoption de textes de lois, mise en place de structures et mécanismes de prévention, règlement et gestion des conflits ... se montrent **inopérantes**, faute d'une réelle connaissance de la réalité foncière du pays. En effet, les données existantes, notamment

celles fournies par les services de l'Etat, ne concernent généralement que les superficies exploitées par spéculation et les terres aménagées. Du coup, les indicateurs jugés pertinents par les organisations de la société civile ne figurent ni dans la matrice des indicateurs du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) ni dans celle des politiques sectorielles. Il en est ainsi de la fréquence des conflits selon



Faire cohabiter agriculteurs et éleveurs dans le respect des droits des uns et des autres et dans la préservation des ressources naturelles.

Manque de données pertinentes, faible capacité de proposition pour influencer les politiques.

leur gravité, pour ne prendre que cet exemple. En l'absence d'un tel indicateur, il est quasiment impossible de savoir si la paix, dont se prévaut le pays, est réelle ou s'il existe des germes de tension. Aucun baromètre ne renseigne sur la question.

Au **manque de données** jugées **pertinentes** par la société civile, se greffe la **faible capacité de proposition pour influencer les politiques**. Faute de compétences et de moyens pour collecter et analyser les données relatives au foncier selon leur perspective, les organisations de la société civile ne peuvent construire leur vision. Aujourd'hui encore, leur participation à des instances nationales d'orientation sur le foncier tend surtout à cautionner les décisions de l'Etat. Car leur argumentaire basé sur des intuitions, des intentions, bref des positions idéologiques, est difficilement recevable.

Dans ces conditions, l'Etat ne sent nullement le besoin de rendre compte de ses engagements à des organisations de la société civile, elles-mêmes incapables d'une telle exigence. Conséquence : le contrat social bâti sur les principes de bonne gouvernance, de contrôle de la gestion des ressources publiques ne connaît pas de début d'application. La même remarque vaut pour la participation de la société civile à la formulation des politiques, la revue des résultats et le suivi du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

La création du réseau **foncier rural**, en



Défrichages sauvages, danger pour les sols.

juillet 2005, résulte de ces constats et de cette analyse. Sa structuration, ses objectifs, sa démarche et les activités mises en œuvre

concourent à en faire une instance sans équivalent au Burkina pour influencer les politiques dans le domaine du foncier.

Une alliance de raison



Le Réseau, fruit de l'engagement de ses membres pour un foncier rural sécurisé

Des organisations paysannes et des ONG qui collaborent, il en existe de nombreux exemples au Burkina. Le **réseau foncier rural innove** en regroupant des **organisations paysannes**, des **associations de femmes**, des **ONG** et ... des **structures étatiques** admises à titre d'**observateurs**.

Le **réseau** est le fruit de l'**engagement** de ses membres pour un foncier rural sécurisé, facteur de paix, de lutte contre la pauvreté et pour le développement. Il traduit la volonté de la société civile de rompre avec les plaintes, récriminations et positions idéologiques faiblement argumentées d'une part et constitue une tentative de promouvoir une politique foncière consensuelle impliquant toutes les parties prenantes d'autre part.

Le réseau joue un rôle de **veille** et de **contrôle** de l'action gouvernementale. Il **interpelle** les pouvoirs publics et s'engage

dans **une démarche constructive** à leurs côtés. Non seulement, le réseau collabore avec les structures étatiques, mais sa base de données vient en complément au système national de collecte des informations, qu'elle ne doublonne pas. Cette volonté de construire des alliances sans a priori et d'assurer une large diffusion de ses résultats repose sur la conviction que l'évolution est le fruit de la critique constructive et non de la confrontation.

L'approche réseau assure la légitimité des positions défendues. Elle permet aux premiers concernés, les organisations paysannes et associations de femmes, de s'approprier l'initiative et d'éviter ainsi le piège de positions construites par des ONG sans leur aval et censés refléter leur point de vue. Le réseau comprend un comité, avec à sa tête un président. Il recourt à des enquêteurs qui lui permettent de collecter les données à des fins d'analyse et de proposition.

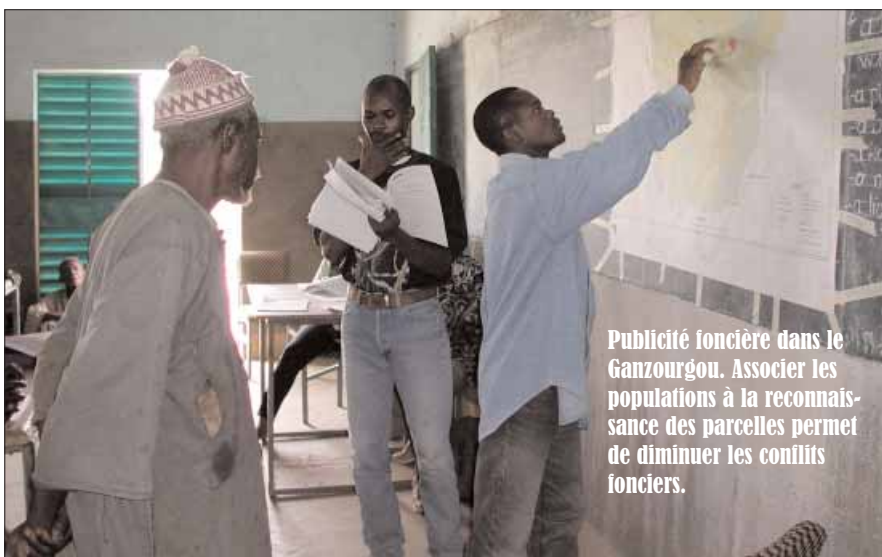
► Savoir pour agir efficacement

Les membres du réseau foncier rural estiment qu'ils ne peuvent participer à l'avènement d'un foncier rural sécurisé, facteur de paix sociale et de développement que s'ils disposent des compétences appropriées. C'est pourquoi le réseau se fixe comme **objectif** de **renforcer les capacités** de ses membres dans quatre grands domaines :

- la formulation d'indicateurs et de résultats pertinents ;
- l'accès et la production d'information,
- la conduite d'analyses indépendantes et la formulation d'alternatives ;
- l'influence du processus de prise de décision ou plaidoyer.

► Une approche basée sur la participation, la progressivité, la flexibilité

Le réseau foncier rural fait de la participation son credo et son mode privilégié de prise de décision. Les organisations paysannes et les associations de femmes expriment leurs besoins d'indicateurs à suivre. Les ONG et les personnes ressources leur apportent un appui technique et méthodologique. Lorsque l'information existe



Publicité foncière dans le Ganzourgou. Associer les populations à la reconnaissance des parcelles permet de diminuer les conflits fonciers.

au niveau des services administratifs, ils y sont collectés. Dans le cas contraire, ce manque est comblé par les enquêtes. Les résultats produits sont issus des analyses faites de concert entre représentants d'organisations paysannes et d'ONG qui bénéficient, pour la construction et la maintenance de la base de données, de l'ap-

pui de statisticiens et d'informaticiens. Les décisions se prennent de manière consensuelle et progressive pour tenir compte de la délicatesse des questions à traiter et du niveau hétérogène des membres du réseau. Ce choix de la participation comme mode de prise de décision se reflète dans les activités mises en œuvre.

► Le programme de suivi des indicateurs du foncier

Le réseau exécute un programme de suivi des indicateurs du foncier qu'héberge le GRAF. Pour la première phase, deux domaines retiennent l'attention du réseau : l'accès/équité et les normes locales dans la gestion des conflits fonciers. Les premiers résultats de la première phase confirment la pertinence du dispositif et sa capacité à renseigner sur des questions jusque là négligées ou non documentées.

A titre illustratif, quelques-uns des indicateurs retenus :

- le degré de sécurisation foncière, notamment

des femmes et des migrants

- la fréquence, le nombre et la gravité des conflits
- l'efficacité des structures administratives et locales dans la gestion des conflits
- l'équité et le niveau de satisfaction dans l'accès aux superficies aménagées
- les impacts des superficies aménagées sur l'accroissement des revenus et la sécurité alimentaire

Un bilan à mi parcours encourageant

► RÉSULTATS

Outre ces résultats issus de la collecte et de l'analyse des données, le réseau foncier rural affiche des acquis dans divers domaines. Moins d'un an après sa création, il s'est doté d'un dispositif organisationnel (charte) et de gestion confié au GRAF. Le comité de pilotage tient régulièrement ses **réunions**. Une **base de données** existe, des **indicateurs** aussi. Une **alliance entre réseaux** intéressés par le foncier au plan national pour mener de concert des actions **fonctionne**. En dépit des difficultés d'accès à l'information sur les allocations budgétaires et les dépenses de l'Etat, les premiers résultats issus de l'analyse des données recueillies témoignent de la **pertinence** du réseau et des **compétences** déjà acquises par ses membres. Ceux-ci sont parvenus à faire la preuve que le dialogue de politique, le plaidoyer doivent s'adosser sur des données quantitatives et qualitatives (études, recherches ...) et non sur de simples récriminations et souhaits. S'engager dans le dialogue de politique nécessite une préparation pour développer des arguments dont la validité dépend de celle des données recueillies. Les informations, encore fragmentaires, permettent déjà d'**échanger** avec les services techniques et l'administration **avec plus d'assurance et de conviction**. Ce qui apparaissait comme un défi au départ suscite désormais un intérêt croissant, car l'utilité du réseau apparaît clairement à ses membres non seulement en terme **d'accès à des informations** nouvelles mais aussi dans le domaine du renforcement des capacités.

Certains **services de l'Etat accueillent favorablement l'initiative**. Les rencontres des structures nationales, notamment le Comité national de sécurisation foncière suggèrent une ouverture de plus de services étatiques



Allier les levés topographiques aux sources orales pour une ébauche de sécurisation foncière.

Existence d'une base de données, utilité reconnue par les services de l'Etat ...

à la démarche du réseau. Mais tous ne la voient pas d'un bon œil.

L'approche participative fonctionne. Elle permet aux membres d'indiquer de façon claire leurs besoins de données et les résultats qu'ils recherchent en matière de gestion foncière. Premiers concernés, les producteurs ruraux sont aussi ceux qui expriment le mieux leurs attentes à travers leur vécu. Confrontés aux réalités, ils la traduisent mieux que ne le feraient des intellectuels, aussi engagés et honnêtes soient-ils, mais qui ne baseraient leurs propositions que sur des hypothèses. C'est pourquoi l'appui méthodologique des ONG consiste simplement à formaliser le vécu " paysan " en indicateurs mesurables.

Et demain?

La base de données ainsi construite permettra d'établir une situation de référence. Les données collectées plus tard de manière périodique permettront de mesurer le rythme de progrès et d'efficacité des politiques publiques et des programmes opérationnels. Elles serviront de tremplin pour interpeller l'action publique. Des

études d'appoint seront conduites sur les services offerts, les ressources affectées et les dépenses pour mieux analyser les causes des performances et formuler des alternatives adaptées en termes d'objectifs et de stratégies de développement.

► PERSPECTIVES

Design : s.ouattara@liptinfor.bf